

à une bureaucratie qui servirait plus l'industrie comme telle que ses clients.

Nous avons effectivement fait des réductions. Je viens tout juste de dire, dans mon discours, que tous les Canadiens allaient assumer leur part de responsabilité dans cet exercice. Je connais bien les autochtones du Canada et la pauvreté dans laquelle ils vivent. C'est mon peuple. Je comprends cela.

Tous les Canadiens vont devoir assumer leur part de responsabilité. Regardons bien les choses. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, qui dessert les autochtones et qui a un budget de huit milliards de dollars, est le seul ministère à voir son budget augmenter de 6 p. 100, je crois. Tous les autres ministères voient leur budget réduit.

• (1625)

Je reconnais qu'il y a eu des réductions dans certains programmes destinés aux autochtones, mais il y a eu des réductions dans presque tous les programmes et tous les services des ministères et des sociétés d'État.

[Français]

M. Jean H. Leroux (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec mon collègue du Bloc québécois de Matapédia—Matane.

Lundi le 27 février dernier, le ministre des Finances présentait son Budget. J'interviens aujourd'hui à la Chambre des communes pour vous faire part de ma position, des craintes et déceptions que j'ai décelées dans ce Budget. Je vais également faire part à cette Chambre de mon analyse concernant l'impact négatif qu'a ce Budget sur la représentativité des Québécois dans le ministère de la Défense nationale. Bien que ce Budget soit perçu de façon favorable par l'ensemble du monde des affaires et plus particulièrement par les investisseurs étrangers, il n'en demeure pas moins que ce sont encore les petits contribuables et la classe moyenne qui sont les plus durement touchés.

On veut nous faire croire que les coupures budgétaires touchent toutes les couches de la société, y compris la classe des plus fortunés, mais la réalité est bien loin du discours du ministre des Finances. Une réalité de ce Budget, c'est que les fiducies familiales ont jusqu'en 1999 pour se convertir et ainsi échapper au couperet du ministre du Revenu pour ne pas payer un cent d'impôt sur leurs fortunes accumulées et futures. De plus, le Budget du gouvernement libéral passe complètement sous silence les recommandations du dernier rapport du vérificateur général du Canada qui fait état de 6,6 milliards de dollars d'impôts impayés. On ne propose rien pour récupérer cet argent.

Comment le gouvernement fédéral peut-il laisser aller aussi facilement autant d'argent sans prendre immédiatement les mesures qui s'imposent? Est-ce que 6,6 milliards de dollars ne représentent pas assez d'argent pour inciter le gouvernement fédéral à agir de façon concrète et efficace?

Je vais vous donner un autre exemple de l'incohérence de la stratégie budgétaire et financière qui nous a été présentée à la fin du mois de février par le ministre et qui prouve que l'équité en

Le budget

matière fiscale recherchée par le ministre n'est que pure illusion. Mon exemple est encore une fois tiré du dernier rapport du vérificateur général du Canada, et je le cite: «Quatre cent soixante-dix comptes de plus de 100 000 \$ chacun, représentant 350 millions de dollars au total, en étaient pour Revenu Canada à l'étape des lettres de recouvrement, ce qui signifie qu'aucun agent des recouvrements ne s'en occupait, sauf pour ce qui est de l'examen du danger de perte.»

L'idée que le gouvernement libéral répand par son inaction dans ce cas précis c'est qu'il est plus facile d'aller chercher l'argent dans les poches des petits et moyens contribuables qui paient leurs impôts que dans celles des corporations ou des individus plus fortunés qui ne paient pas leur juste part. À qui ce système que l'on prétend équitable profite-t-il?

Le plan budgétaire 1995–1996 comporte à mon sens d'autres exemples d'iniquités. Prenons le sommaire général du Budget principal ministère par ministère et organisme par organisme. Deux tiers des ministères et organismes ont subi des coupures et l'autre tiers reçoit des augmentations.

Qui sont ceux qui reçoivent des augmentations pour 1995–1996? Le Sénat pour un budget total de plus de 42 millions de dollars; le gouverneur général avec un budget de plus de 10 millions de dollars; le ministère des Affaires indiennes avec une augmentation de 327 millions de dollars; le Conseil du Trésor, une augmentation de 32 millions; les Finances, une augmentation de plus de 9 milliards, 9 milliards pour payer le service de la dette; le Conseil privé chargé de défendre le camp du «non» lors du référendum au Québec aura une augmentation de près de 5 millions; et la liste s'allonge.

• (1630)

Le pire, c'est que le total des prévisions budgétaires du fédéral augmente pour 1995–1996 de plus de 3,7 milliards de dollars pour un total projeté de dépenses de 164,8 milliards de dollars. Incroyable! Avec un déficit de 37,4 milliards de dollars pour 1994–1995 et un déficit projeté de plus de 32,7 milliards de dollars pour 1995–1996, il est clair, que nous nous enfonçons continuellement dans un gouffre sans fin.

À la fin de l'exercice financier en cours, la dette fédérale nette sera de 578,8 milliards de dollars. Incroyable! La situation financière du gouvernement fédéral est un constat épouvantable qui fait craindre le pire. De plus, le Budget du ministre des Finances n'offre aucune perspective d'emploi à court et à moyen terme. Où sont les emplois tant promis dans le livre rouge libéral? Parlez-en donc aux fonctionnaires fédéraux qui ont cru à ces belles promesses.

Les décisions prises par le gouvernement fédéral pour établir son Budget ne sont pas à la hauteur des aspirations des contribuables québécois et canadiens, et ces décisions—là représentent tout simplement un bris de contrat social.

Je voudrais maintenant parler du ministère de la Défense nationale. Le Budget annonce des coupures de 1,6 milliard de dollars sur trois ans. Le Bloc québécois exigeait, lui, dans son rapport minoritaire du Comité mixte spécial sur la révision de la politique de la Défense, des économies supplémentaires de 15 p.